

gles de l'économie et de la technologie doivent forcément gouverner notre évolution sociale. Depuis déjà trop longtemps nous sommes esclaves du mythe que plus c'est gros plus c'est efficace; que la production est la fin de l'homme. Je vous demande: l'efficacité pour quoi, et pour qui? L'efficacité pour la machine ou l'efficacité pour l'homme dont la machine est censée être le serviteur? L'État peut et doit servir d'instrument pour donner une orientation intelligente aux forces de la technologie et de l'économie, pour les organiser de telle sorte qu'elles se remettent à servir l'homme.

J'aimerais citer une fois de plus M. Goodman à cet égard. Il a dit:

L'urbanisation n'est pas une nécessité technologique. Au contraire, l'orientation de la technologie moderne: électricité, instruments à moteur, automobiles, les télécommunications et automatisation, semblent tendre vers la désurbanisation, la dispersion des gens et de l'industrie.

M. Goodman poursuit en disant que telle était la pensée de Marx et d'Engels, de Kropotkine, de Patrick Geddes, de Frank Lloyd Wright et autres enthousiastes de la technologie scientifique. Il continue:

L'urbanisation est due surtout non pas à des causes psychologiques naturelles et sociales, mais à un programme politique et à un style économique indifférents au coût humain et même financier.

J'ai dit il y a quelques instants que le Canada n'avait jamais eu de politique agricole digne de ce nom. C'est que nos gouvernements successifs ont toujours cru qu'ils devaient régler et non pas créer. Face au changement, il ont généralement réagi trop tard et attendu, sans tenter de le contrôler, qu'il ait déclenché un climat de crise pour légiférer contre ses effets les plus immédiats et les plus pernicieux. Pour nos gouvernements nationaux, le changement n'a jamais en fait dégagé des voies nouvelles, bien qu'ils aient toujours affecté de le croire. Tous, sans exception, ils ont réagi si le changement était fatalement destructeur. Nos gouvernements fédéraux n'ont jamais saisi d'une façon cohérente les occasions que représentaient le changement pour l'utiliser et le diriger afin de modeler le genre de société où nous souhaiterions vivre.

C'est pourquoi la législation fédérale n'a jamais comporté une orientation sensible ni une logique inhérente. La législation fédérale est presque invariablement une réponse affolée à une situation critique. C'est pourquoi nos statuts, au lieu de ressembler à une tapisserie finement tissée, ressemblent à un édreton bigarré. C'est pourquoi nous, du parti néo-démocrate, ressentons au sujet de ce bill des sentiments qu'on ne saurait qualifier que d'ambigus. Nous approuvons le concept d'offices nationaux de commercialisation à cause

du pouvoir qu'ils peuvent conférer à l'agriculteur sur le marché. Nous approuvons cette idée dans le contexte du relèvement et de l'amélioration de la ferme familiale et d'un regain de vigueur pour nos collectivités rurales agonisantes.

Or le gouvernement actuel n'a pas jugé à propos de placer la législation dans le contexte. Nous ne savons pas si le gouvernement partage nos idées sur l'application de cette mesure ou s'il songe à l'utiliser pour accélérer la tendance vers un Canada rural caractérisé par des villes fantômes et de vastes champs dépeuplés.

C'est pour obtenir des réponses à certaines des questions que j'ai posées dans ces brefs commentaires ce soir que notre caucus a décidé que nous appuierons la présente mesure à la deuxième lecture. C'est également pour pouvoir présenter le genre d'amendements positifs et efficaces grâce auxquels l'objectif de la mesure sera réalisé comme nous le souhaitons que nous en permettrons le renvoi à un comité. Nous souscrivons d'emblée à la principale partie de l'amendement présenté à la Chambre par l'opposition officielle, mais nous ne pouvons pas nous résoudre à voter avec l'opposition officielle en faveur de cet amendement, même si nous tenons à ce que les producteurs soient représentés de droit au conseil et dans les offices de commercialisation.

● (8.50 p.m.)

Nous ne pouvons voter avec l'opposition officielle, car cela entraînerait la destruction effective du bill avec tout le bien qu'il comporte. Au lieu de cela, nous allons appuyer le bill en deuxième lecture afin qu'il soit envoyé au comité où nous pourrions présenter des amendements de façon à nous assurer que les producteurs seront représentés auprès du Conseil et des offices reliés de droit au Conseil. Ainsi, nous serons certains que la loi servira à un but utile.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, d'abord, je dois dire que nous n'avons pas d'opinion ambiguë en ce qui concerne le bill et l'amendement proposé par le député de Crowfoot (M. Horner). Si nous avions quelques illusions au sujet du gouvernement actuel, si nous avions quelque motif de croire qu'il est assez souple, assez sincère et assez dévoué aux intérêts de la communauté agricole pour tenir compte des amendements solides, sérieux, utiles qui s'imposent désespérément pour que le bill marche bien, alors nous n'aurions pas proposé l'amendement et nous aurions voté le renvoi du bill au comité à la suite de la deuxième lecture.